

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Pakistan Dossier

N° 64 du 30.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_pakistanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Taliban- 'Al Qaïda' & Ben Laden = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance . idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

---

## Sommaire..

### 1 Dossiers

1-1 Dan De Luce et Mathieu Rabechault : La guerre des É.-U au Pakistan s'est intensifiée en 2010.

1-2 Manlio Dinucci : Le Merry Christmas du Pentagone.

1-3 Des Suisses au service de la CIA.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Pervez Musharraf: "Je ne répondrai jamais aux juges français sur l'affaire de Karachi".

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Le témoignage du contrôleur général des armées qui implique Balladur, Léotard et ...Sarkozy bien sûr!

4 Annexe

4-1 Eva R-sistons : C dans l'Air: Des émissions au service du choc de civilisations.

4-2 Karachi : Donnedieu de Vabres mis en cause.

---

### 1 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

#### 1-1 Dan De Luce et Mathieu Rabechault : La guerre des É.-U au Pakistan s'est intensifiée en 2010.

Engagés en Afghanistan, les États-Unis mènent parallèlement une autre guerre de l'autre côté de la frontière, au Pakistan, où ils ont considérablement intensifié leurs frappes en 2010 contre les islamistes.

En Afghanistan, l'effet des renforts envoyés cette année se fait sentir sur le terrain, selon un rapport de la Maison-Blanche; au Pakistan, le nombre de frappes de drones, qui constitue le baromètre des opérations, a plus que doublé par rapport à 2009.

Au 17 décembre, les Predator et Reaper ont frappé à 113 reprises au moins Al-Qaïda, les talibans et les militants du réseau Haqqani qui trouvent refuge au Pakistan, selon le décompte du centre de réflexion Fondation pour une nouvelle Amérique. Le nombre de tirs de drones pour la seule année 2010 dépasse le total des frappes des six années précédentes et a provoqué la mort de plus de 873 rebelles, selon cette fondation. *[tous d'ailleurs portaient une pancarte "Al-Qaida", voilà enfin une guerre toute propre - RM]*

Mardi encore, trois attaques de drones contre des campements et véhicules de rebelles présumés ont fait au moins 15 morts dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, selon des responsables de la sécurité.

Cette «guerre des drones» est secrète et menée par la CIA, qui dispose également de sa propre armée: 3000 Afghans basés en Afghanistan et amenés à franchir la frontière pour éliminer des résistants ou recueillir des renseignements.

Concentrées dans le Waziristan du Nord, les frappes visent également le Waziristan du Sud et la zone tribale de Khyber. Washington pousse les autorités pakistanaises à autoriser de nouvelles zones de frappes et souhaite davantage d'efforts d'Islamabad.

Les responsables pakistanais soutiennent pourtant discrètement cette politique de frappes. La plupart des renseignements obtenus par la CIA pour déterminer les cibles viennent du Pakistan, écrit Peter Bergen, un spécialiste de cette «guerre des drones», sur le site internet de cette fondation.

En 2010, de meilleurs renseignements ont semblé avoir permis de réduire les victimes civiles occasionnées par ces frappes, estime-t-il. Mais leur nombre reste *«plus élevé que Washington veut bien l'admettre»* [sans blague?], soutient l'ONG Campagne pour les victimes innocentes de conflits (Civic).

Les victimes civiles dressent la population contre les États-Unis et risquent de nourrir les rangs des extrémistes mais Washington soutient que les tirs de drones ont gravement affaibli la direction d'Al-Qaïda au Pakistan.

Cette campagne de drones *«peut être considérée comme une guerre»* mais elle n'est pas perçue comme telle, expliquait en mars devant le Congrès américain Peter Singer, un spécialiste des armements automatisés.

Est-ce parce qu'elle est menée par la CIA et non par les militaires, parce que le Congrès n'en a pas débattu ou parce qu'il n'y a pas de pertes américaines? se demandait-il.

De fait, les opérations américaines au Pakistan ne font l'objet que de très peu de débat aux États-Unis et l'objectif ultime affiché par le président Barack Obama de *«battre Al-Qaïda»* dans la zone pakistano-afghane reste incertain.

Les drones constituent l'arme privilégiée pour lutter contre Al-Qaïda au Yémen comme au Pakistan. Pour Bruce Riedel, un ex-agent de la CIA spécialiste de la zone pakistano-afghane, cela revient à *«s'attaquer à un nid de guêpes, guêpe après guêpe»*. *«Le nid produira toujours plus de guêpes»*, a-t-il expliqué au magazine New Yorker.

Mais Washington n'a d'autre option que de poursuivre les frappes de drones, selon lui: *«la raison pour laquelle l'administration continue est évidente: elle n'a vraiment rien d'autre»*.

De Luce et Mathieu Rabehault

AFP, 28 décembre 2010

---

## 1-2 Manlio Dinucci : Le Merry Christmas du Pentagone.

Il y a Noël et Noël. Pendant que dans son message télévisé de la Maison Blanche le président Obama et la First Lady, dans une chaude atmosphère familiale autour de leur cheminée, souhaitent Merry Christmas et «encouragent chacun à soutenir les troupes et leurs familles», à New Orleans, huit SDF meurent dans un immeuble abandonné où ils avaient allumé un feu pour se réchauffer. Le problème des SDF, d'après le témoignage d'un militant d'une mission, a empiré depuis que la ville a été ravagée par l'ouragan Katrina en 2005. Et pourtant, dans le budget 2011, les fonds du Département fédéral pour le développement immobilier et urbain sont tombés à 47 milliards de dollars par rapport aux 59 d'il y a deux ans.

C'est par contre un heureux Noël pour le Pentagone, qui a trouvé aux pieds du sapin le budget tout juste approuvé par le Congrès : 725 milliards de dollars pour l'année fiscale 2011. Une augmentation de 37 milliards de dollars, plus que ce qu'il avait demandé. Le budget comprend 159 milliards pour «poursuivre la nouvelle stratégie du Président en Afghanistan et au Pakistan» et pour d'autres «opérations outre-mer». Quasiment un demi-milliard de dollars par jour, qui certainement ne seront pas suffisants. Au budget de base du Pentagone s'ajoutent d'autres dépenses de caractère militaire : 124 milliards pour les militaires à la retraite ; 12 pour les armes nucléaires, inscrits au Département de l'énergie ; 54 pour le Département de la sécurité de la patrie. Si l'on inclut d'autres programmes à finalités militaires, dont certains de la Nasa, la dépense militaire états-unienne dépasse les 900 milliards de dollars, environ un quart du budget fédéral.

On n'oubliera pas en outre la dépense du Programme national d'intelligence qui, spécifie-t-on dans le budget, est «classée», c'est-à-dire secrète. On annonce cependant qu'elle sera augmentée pour potentialiser les capacités de la CIA et des autres agences et pour soutenir la stratégie du Président en Afghanistan et au Pakistan. Selon une enquête du Washington Post, le monde des services secrets est devenu aux USA tellement vaste et impénétrable que personne ne sait combien il coûte. Il existe «une géographie alternative des États-Unis : une Amérique top secret cachée aux yeux des gens» : y travaillent dans des programmes secrets environ 1.270 organisation gouvernementales et 1.930 privées, pour un total de 850 mille personnes.

On ne sait pas quels ont spécifiquement leurs tâches. On en voit par contre les résultats : maintenir les gens dans un état de tension constante, en les persuadant qu'ils sont menacés par le terrorisme international, de façon à justifier un état de guerre permanent et une augmentation continue de la dépense militaire. Avec comme conséquence une dette publique états-unienne qui dépassera en 2011 les 10 mille milliards de dollars (deux tiers du PIB).

La raison de tout cela, le président Obama l'explique dans la présentation du budget fédéral. Notre avenir, écrit-il, ne dépend pas seulement du maintien de la « sécurité dans la patrie ». Il « dépend du maintien du leadership américain (états-unien, ndt) à l'étranger ».

Manlio Dinucci

Edition de jeudi 30 décembre 2010 de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/il-manifesto/in-edicola/numero/20101230/pagina/08/pezzo/294135/>

---

## 1-3 Des Suisses au service de la CIA.

La CIA a utilisé trois ingénieurs suisses pour infiltrer un trafic de matériel nucléaire mis en place par le scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan.

Pour éviter que l'affaire ne s'ébruite, le gouvernement américain a ensuite fait pression sur la Suisse pour entraver l'enquête sur les activités de ces trois ingénieurs helvétiques.

Une affaire qui sort aujourd'hui grâce à la ténacité d'un magistrat Andreas Muller.

L'histoire ressemble à s'y méprendre à un roman de John le Carré, le maître de la littérature d'espionnage. Sauf qu'elle est bien réelle et qu'elle pourrait déboucher sur un véritable scandale.

Si l'on en croit le quotidien américain New-York Times, la CIA, le service de renseignements américain a utilisé trois ressortissants helvétiques, un père et son fils pour infiltrer un réseau de trafic de matière nucléaire lié au célèbre scientifique pakistanais Abdul Qadeer Khan. L'affaire aurait pu rester secrète sans l'obstination d'Andreas Müller. Ce juge fédéral suisse, à la suite d'une longue enquête a en effet recommandé la mise en examen de Friedrich Tinner et de ses deux fils Marco et Urs, pour violation de la loi helvétique sur le matériel de guerre

### **Prolifération nucléaire**

Au cœur de ce dossier figure un homme, AQ Khan. Le père de la bombe atomique pakistanaise a contribué depuis les années 70 à fournir les éléments techniques nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires à des pays comme la Libye, la Corée du Nord ou l'Iran. Placé en résidence surveillée à partir de 2004, il a retrouvé sa liberté de mouvement après une décision de la haute cour pakistanaise en février 2009. Une décision qui a provoqué à l'époque une vive réaction du gouvernement américain. Ce dernier estime que le scientifique pakistanais constitue toujours « *une sérieuse menace en matière de prolifération nucléaire* ».

C'est dans l'exportation du savoir-faire pakistanais que sont intervenus les trois membres de la famille Tinner. Ingénieurs de formation, ils auraient selon le juge Müller fourni leur expertise à Abdul Qadeer Khan. Plus grave, ils sont accusés d'avoir su dès 1998, que l'uranium enrichi au Pakistan servait à un usage militaire. A cette étape de l'histoire, Friedrich, Marco et Urs Tinner apparaissent comme de simples ingénieurs ayant, pour des raisons d'argent, décidé de collaborer avec le chercheur pakistanais.

### **Des taupes américaines**

Mais si l'affaire fait aujourd'hui grand bruit, c'est que les trois membres de la famille Tinner s'avèrent être des collaborateurs de la Central Intelligence Agency, le service de renseignements extérieurs américain. Là encore en échange d'une rétribution financière, ils auraient accepté de fournir des informations sur le réseau mis en place par Abdul Qadeer Khan. Ils auraient également permis de saboter une partie du matériel fourni à des Etats considérés comme terroristes par le gouvernement américain. L'enquête de la justice suisse permet de découvrir que pour éviter que l'implication de la CIA ne soit révélée, l'administration américaine a fait pression sur le gouvernement suisse pour freiner les investigations. Et ce avec succès si l'on en croit le juge Andreas Muller.

Lors d'une conférence de presse jeudi à Berne, le magistrat a affirmé que « *le gouvernement est intervenu massivement dans le cours de la justice en ordonnant la destruction de moyens de preuves pour une enquête en cours et en interdisant à la police judiciaire fédérale de collaborer avec les enquêteurs* ». Une attitude inacceptable car comme le souligne le juge fédéral « *une démocratie sans séparation des pouvoirs n'est plus une démocratie* ».

Arrêtés en 2004, les trois accusés sont aujourd'hui en liberté. Le ministère public de la Confédération, équivalent suisse du procureur général doit désormais statuer sur la demande d'inculpation présentée par le juge Andreas Müller. Pour ce faire « *nous allons étudier le rapport de 174 pages et décider des suites à lui donner* ». Quoiqu'il en soit, l'image du gouvernement helvétique pourrait être durablement ternie par cette affaire.

<http://www.rfi.fr/europe/20101224-suisse-service-cia>

---

## 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

### 2-1 Pervez Musharraf: "Je ne répondrai jamais aux juges français sur l'affaire de Karachi".

Pervez Musharraf a démissionné de la présidence du Pakistan il y a trois ans. Et même s'il vit en exil à Londres, il reste une figure incontournable du pays. L'ex-général, qui a pris le pouvoir en 1999, a apporté une prospérité et une stabilité relative au Pakistan. Un exploit comparé à l'évolution de l'Afghanistan voisin. Surtout, il est un des rares dirigeants du Pakistan à avoir réussi à rester en vie. Aujourd'hui, Pervez Musharraf s'est converti à la démocratie et a lancé un nouveau parti : la "All Pakistan Muslim League (APML, la Ligue musulmane pakistanaise), qui participera aux élections de 2013. Entretien

#### **Pourquoi avoir créé un nouveau parti ?**

Le Pakistan est en phase de régression. L'économie pique du nez. En 2006, elle était forte, et maintenant nous sommes vus comme le malade du continent asiatique. Vous pouvez ajouter à cela un gouvernement défaillant, le terrorisme et l'extrémisme politique. Aucun parti politique, à l'heure actuelle, n'est capable de prendre ces problèmes à bras le corps. C'est pour cela qu'il était nécessaire de créer un nouveau parti qui aurait une crédibilité tant au Pakistan qu'à l'international.

### **Vous sentez-vous en sécurité pour retourner au Pakistan ?**

Il y a sans aucun doute des problèmes de sécurité, mais ils ne vont pas me dissuader. Il y a également le terrorisme et l'extrémisme, qui sont deux tendances dangereuses. J'ai déjà eu affaire à ces problèmes quand je vivais au Pakistan, et j'y ferai face à nouveau. Il faut savoir prendre des risques pour gagner quelque chose.

### **Il faut installer un gouvernement qui soit légitime en Afghanistan. La question est comment intégrer les Pachtouns à ce processus.**

#### **Vous avez été un allié des Etats-Unis dans la guerre en Afghanistan. Comment les avez-vous aidé ?**

Quand, en 1979, commence la guerre soviétique en Afghanistan, nous nous sommes retrouvés en alliés naturels du pays contre les soviétiques et sommes devenus un partenaire stratégique des Etats-Unis. A la fin de la campagne soviétique, en 1989, les Etats-Unis se sont désintéressés de la région, et le peuple pakistanais s'est senti trahi. Aussi, quand les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan après le 11 septembre, il nous est apparu naturel, au niveau du gouvernement, de nous allier à nouveau avec eux pour combattre notre ennemi commun : les Talibans et Al Qaïda. Mais les Pakistanais, eux, rejettent toujours les Etats-Unis.

#### **Est-ce que George W. Bush vous a demandé votre avis avant d'envahir l'Afghanistan ?**

Non. Les Etats-Unis voulaient envahir l'Afghanistan, ce qui était peut-être justifié après ce qu'il s'est passé au World Trade Center. Nous avons rejoint la coalition parce que c'était dans notre intérêt. Mais on ne m'a pas demandé mon avis.

#### **Quelle est la manière la plus rapide d'en finir avec cette guerre ?**

Pour parler franchement, il n'y a pas de solution rapide. Nous avons manqué certaines opportunités dans le passé. Ainsi, les alliés ont fait une grosse bétise. Les Talibans ont été battus grâce à l'aide de l'Alliance du Nord juste après le 11 septembre. Cette Alliance était composée de minorités afghanes, tandis que les Talibans étaient majoritairement issus des rangs Pachtouns. Les Talibans sont partis se réfugier dans les montagnes pakistanaises. Il y avait alors un vide en Afghanistan. Il aurait fallu instaurer un gouvernement légitime à Kaboul, mais qui soit dominé par les Pachtouns. Cette ethnie est la plus importante du pays, et l'a toujours dirigé. Ils sont les dirigeants naturels du pays. Les alliés avaient deux ans pour le faire. La résurgence des Talibans n'est survenue que deux ans plus tard, parce que les Pachtouns n'avaient pas été conviés dans la reconstruction. Gardez en tête que tous les Talibans sont Pachtouns, mais que tous les Pachtouns ne sont pas Talibans. Pour en finir rapidement, il faut installer un gouvernement qui soit légitime. La question est comment intégrer les Pachtouns à ce processus. Il faut également prêter attention aux malliks, les leaders traditionnels des tribus, plutôt qu'aux mollahs. Il faut identifier les malliks qui ne sont pas Talibans et les associer au futur pouvoir. Et rappelez-vous aussi que tout le monde se dit Taliban. Il faut rechercher ceux qui peuvent œuvrer à la paix.

### **On ne demande pas au chef d'Etat d'un pays étranger de venir devant la justice de votre pays.**

#### **Il faut donc créer des divisions au sein des Talibans ?**

Tous les Pachtouns ne sont pas Talibans. Ils ont la même barbe, mais on ne devrait pas les traiter tous comme des Talibans. C'est l'erreur qui a été commise.

#### **Il faut donc changer le gouvernement en incluant les Pachtouns ?**

Oui. On est en train d'essayer d'introduire la démocratie dans un pays qui ne connaît même pas le mot. L'Afghanistan a toujours été gouverné de manière décentralisée. On ne peut imposer d'un seul coup un gouvernement central dirigé par Hamid Karzaï.

#### **Savez-vous où est Oussama Ben Laden ?**

Non. On a pensé l'approcher il y a quelques années, en 2004. Mais après ça, on a perdu sa trace.

#### **D'après vous, qui est responsable de la mort des 11 ingénieurs français à Karachi ?**

Les mêmes terroristes : les Talibans et Al Qaïda. Il n'y a aucun doute.

#### **Seriez-vous prêt à venir témoigner devant la justice française au sujet de l'attentat et du contrat des sous-marins ?**

Jamais. S'il y avait une affaire devant la justice Pakistanaise concernant la France, est-ce que le Général de Gaulle serait venu témoigner ? On ne demande pas au chef d'Etat d'un pays étranger de venir devant la justice de votre pays.

27-01-2011 09:28

<http://www.metrofrance.com/info/pervez-musharraf-je-ne-repondrai-jamais-aux-juges-francais-sur-l-affaire-de-karachi/pkaz!Mvr4O7j0n3VZ4sGqvAqh9Q/>

---

---

## **3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion**

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

### **3-1 Le témoignage du contrôleur général des armées qui implique Balladur, Léotard et ...Sarkozy bien sûr!**

On comprend pourquoi la clique du pouvoir ne veut pas que le contenu des auditions de la mission d'information (et non d'enquête ce qui a son importance) aille jusqu'à la justice.

Las, un député en a décidé autrement en fournissant l'ensemble des procès verbaux au juge Trévidic. Quand bien même ceux-ci ne seraient pas exploitables en tant que tels par leur apport peut-être illégal, rien empêche la justice de réinterroger les mêmes personnes pour qu'elles fassent les mêmes déclarations.

Médiapart et L'I- Monde nous renseigne sur le contenu d'une audience éclairante et estomaquante de Jean-Louis Porchier, contrôleur général des armées - ce n'est pas rien - dont ceci : Aux membres de la mission, M. Porchier relate dans le détail sa conversation avec ce haut fonctionnaire : "M. Ferrier m'a dit : 'ce contrat ne sert à rien. Ce contrat permet le recyclage d'argent pas très net du côté du Pakistan et, du côté français, il permet de verser des rétrocommissions. Il y a 10% de rétrocommissions sur l'ensemble des FCE. Sur ces 10%, il y en avait une partie pour la campagne électorale de M. Balladur, et une autre pour M. Léotard'. Je n'avais pas les moyens de vérifier cela et j'ai écrit dans mon rapport que je ne connaissais pas la destination finale de ces fonds. Je n'ai pas mentionné de noms".

Or ces propos sont confirmés par ledit Ferrier : "Il est possible que je les ai tenus, déclare M. Ferrier, cela était vraisemblable. Je tirais ce raisonnement d'un contrat antérieur, où j'avais bloqué un taux de 10% de commissions financières [qui] était manifestement un acte de corruption. Je précise que la corruption ne touchait pas le ministre de la défense, mais un autre membre du gouvernement".

Remarquez qu'il y a corruption d'un autre ministre (Je précise que la corruption ne touchait pas le ministre de la défense, mais un autre membre du gouvernement".) . La France est belle à son sommet où la neige ne tombe pas et ne déclenche aucune pagaille, car s'il y a pagaille c'est la faute des autres. Mais au fait quel est cet autre ministre ? Cela ne préoccupe ni le Monde ni Médiapart, ni la commission d'information et espérons que cela intéressera la justice. Il ne doit pas y avoir prescription dans ce cas. En parallèle de ce procès verbal Le Monde tout comme Médiapart nous parlent de l'interrogatoire de Jacques Dewatre, patron de la Direction générale des services extérieurs (DGSE) entre 1993 et 2000. Ce dernier dément l'enquête de 1995 sur le contrat Agosta, ce qui est contradictoire entre les déclarations de Villepin et Millon. Cela pourrait vouloir dire que cette enquête aurait été faite en sous-main. Un beau sac de nœuds.

Si Porchier s'est rapproché de ce monsieur Ferrier c'est qu'il enquêtait et pour cette raison a rencontré celui qui était à l'époque des faits directeur des transferts sensibles au secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Dans le texte de la commission il le nomme directeur du contrôle à l'export.

Dans sa retranscription l'article public du Monde oublie ce détail : Il n'est pas significatif pour lutter contre la réduction du plan de charge de la DCN Cherbourg [qui a construit les sous-marins, NDLR]. Cela ne sert à rien aux Pakistanais car ce n'est pas avec trois sous-marins qu'ils vont rétablir l'équilibre avec l'Inde.

Il faut le compléter par les propos similaires du livre Le Contrat : « Voici en substance ce que (M. Ferrier) m'a dit : "Ce contrat est vraiment une ânerie, une ineptie, et ce de tous les points de vue. Il ne sert à rien aux Pakistanais, qui ne pourront pas s'opposer à l'Inde avec trois pauvres sous-marins. Pour Cherbourg pareil, c'est peanuts. Par ailleurs, cela coûte beaucoup d'argent à l'Etat français, puisque le contrat est largement déficitaire. En fait, cela a servi, côté pakistanais, à blanchir l'argent sale, l'argent de la drogue. Et, côté français, à financer les politiques." »

« Je lui ai demandé ce qu'il voulait dire par là, et il m'a répondu : "C'est simple, 10 % des commissions versées aux intermédiaires étaient destinés aux rétrocommissions en France, soit à peu près 50 millions de francs. La moitié de cette somme a servi à financer la campagne d'Edouard Balladur, l'autre moitié à renflouer les caisses du Parti républicain". »

Et ce bon contrôleur explique comment s'est passée sa rencontre avec ce Ferrier : « J'étais scandalisé. Et manifestement, mon interlocuteur aussi. Je me souviens qu'il était formel, il était très précis donc visiblement bien informé »

Notons que les déclarations à la commission d'information parlementaire sont proches de celles aux auteurs du livre. Relevons aussi sans cesse à ceux qui justifient les pot-de-vin car sinon les autres le font, que dans ce cas précis, celui de Karachi, cela a été une aberration économique, politique, militaire et diplomatique. Relevez bien ces phrases et enfoncez-les dans la gorge de ces défenseurs de l'immonde : Ce contrat est vraiment une ânerie, une ineptie, et ce de tous les points de vue. Il ne sert à rien aux Pakistanais, qui ne pourront pas s'opposer à l'Inde avec trois pauvres sous-marins. Pour Cherbourg pareil, c'est peanuts. Par ailleurs, cela coûte beaucoup d'argent à l'Etat français, puisque le contrat est largement déficitaire. En fait, cela a servi, côté pakistanais, à blanchir l'argent sale, l'argent de la drogue. Et, côté français, à financer les politiques."

Autrement dit : n'apporter qu'un travail insignifiant, coûter énormément d'argent, recycler l'argent de la drogue et corrompre les politiques ! La totale quoi. Avec au bout et tout au long, évidemment du sang, et évidemment des larmes. On a perdu argent et honneur. Et nous devrions en être fiers, ou dire merci, ou



accepter parce que les pots-de-vin c'est comme ça et puis c'est tout. Où sont-ils ces pragmatiques ? Peuvent-ils se regarder dans une glace sans que la honte ne la fasse fondre ? Ceux-ci qui se croient au-dessus des bisounours que nous serions, pauvres naïfs et imbéciles quand il faut être un requin sanguinaire au milieu de ses frères aux dents aiguës. Oseront-ils justifier l'injustifiable ? Oseront-ils se remettre en question et en cause ? Oseront-ils être à la hauteur de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes ? Ou seront-ils des crapules définitives ? Je parle à ceux-ci mais également à tous les impliqués de cette affaire immonde.

Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin et lire tout ce que la déclaration du bon apôtre et accessoirement contrôleur général des armées peut nous apprendre. Pour qu'il n'y ait ni doute ni confusion le fac-simile de sa déposition est en fin d'article. A près avoir déclaré que l'action de la DCNI était entourée d'irrégularité il nous dit ceci, ce qui infirme totalement les propos de Nicolas Sarkozy : « Oui tous les contrats de la DCN étaient portés par la DCNI. Toutes les offres de la DCN à l'export étaient soumises au contrôle préalable du ministère de l'économie et des finances et j'ai moi-même participé, pendant deux ans, aux réunions du comité des offres de DCN pour les contrôler. » Il sait donc de quoi il parle. Plus loin quand on lui demande de parler des commissions (et la suite est plus haut dans cet article car important) : « J'ai établi tout cela dans mon premier rapport. Le prix du contrat, pris à perte, s'élevait à plus de 5 milliards de francs. Les FCE, pas destinés aux parties françaises, s'élevaient à 555 millions de francs. Cela est important, 10 %, mais les connaisseurs, au ministère du budget [ ce qui contredit à nouveau formellement les dires de Nicolas Sarkozy], ne trouvaient pas ça exceptionnel. Venaient ensuite s'ajouter, et cela constituait une grosse irrégularité, quelques dizaines de millions de francs pour la SOFMA, 108 millions de francs pour les chantiers de l'Atlantique et 100 millions pour la DCNI. On arrivait ainsi à un total de 800 millions de francs de commissions, ce qui était totalement excessif et injustifié si on rapporte ce montant aux 1 083 millions de francs de la part de la DCN dans ce contrat. A l'époque, ces FCE ne constituaient pas une irrégularité puisque la France n'avait pas encore signé la convention de l'OCDE. »

Enfin voici une dernière déclaration qui enfonce le clou : « A l'époque, le chiffre des commissions était connu au ministère de l'économie et des finances. J'ai écrit dans mon rapport que ces commissions avaient augmenté de 176 millions de francs dans les dernières semaines, ans que je puisse en établir la traçabilité. Elles portaient le total des FCE [pots-de-vin, en français] à 550 millions de francs. Cela avait fait sourire [!] les fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances. »

Nous apprenons enfin que ces demandes supplémentaires avaient été faites en juin.

Nous comprenons pourquoi la clique qui nous gouverne ne veut en rien que ces procès verbaux, qui sont en fait la propriété, non de l'Assemblée nationale, mais de la vérité et de la justice, parviennent jusqu'aux juges. Mais pas de chance d'autres ont pris le contre-pied.

A ça ira, ça ira, les politiques à la Lanterne etc.

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article01/EkAkpZVFIIZefQwZCO.shtml>

---

---

## 4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 4-1 Eva R-sistons : C dans l'Air: Des émissions au service du choc de civilisations.

Alerte ! Les tenants, au sommet de la pyramide, qui rêvent d'imposer un Nouvel Ordre Mondial totalitaire, militaire et financier, divisent pour régner, dressent les citoyens les uns contre les autres, masquent les vrais enjeux, les vrais périls. Après la chasse aux Juifs et aux communistes, voici le nouveau bouc-émissaire désigné à la vindicte populaire : **Le**

#### **Musulman, l'Arabe, l'Islam.**

Ne tombons pas dans ce piège infâme, artificiellement provoqué à des fins hégémoniques et prédatrices, et quotidiennement relayé par les Médias aux ordres.

Citoyens, ne soyons pas dupes de la scandaleuse manipulation !

Nos ennemis sont tout en Haut, et pas à côté de nous...

Eva R-sistons aux impostures conduisant aux chocs de civilisations meurtriers et aux guerres nucléaires apocalyptiques !

Eva R-sistons

Jeudi 6 Janvier 2011

**eva R-sistons** : Si les guerres à venir deviennent un jour chocs de civilisations, c'est à cause de l'Occident

Si les guerres à venir deviennent un jour chocs de civilisations, c'est à cause de l'Occident qui sème partout divisions et haine, notamment à travers les Médias. Et non pas comme Calvi-Krettly voudrait le faire croire, à cause des méchants Islamistes (amalgame facile mais honteux, ensuite, avec les Musulmans) qui se lanceraient dans des croisades d'ailleurs perdues d'avance !

En réalité, les guerres qui sont programmées, seront "préventives, permanentes, totales, et même nucléaires" et pour satisfaire les appétits pantagruéliques des banksters et des affairistes véreux, des multinationales de mort de l'Occident. Voilà la vérité qu'on dissimule derrière un pseudo conflit de civilisations, en réalité artificiellement provoqué par l'Occident prédateur, hégémonique, assassin, pour masquer ses vraies intentions et pour dresser les citoyens contre les Musulmans, et les Arabes, dont le péché est de ne pas vouloir s'aligner sur le "money-théisme" chrétien ou juif, sur les valeurs matérialistes et égoïstes de l'Occident. Et en prime, ces boucs-émissaires modernes ont dans leurs sous-sols des richesses convoitées par les cupides Occidentaux, seulement désireux, bien peu chrétiennement, de s'emparer des ressources ne leur appartenant pas.

Quant à l'émission, que j'écoute d'une oreille, elle est, disons-le, programmée par le très sioniste Calvi-Krettly pour une fois de plus, dresser les citoyens contre les Musulmans et les Arabes haïs, aujourd'hui, par nombre de Juifs, c'est une réalité lourde de menaces, bien plus que celle des très peu nombreux Islamistes (et Al Quaïda, c'est juste deux mille militants, source ancien Chef de la lutte anti-terroriste en France, militants ne menaçant nullement un Occident sur-armé et sur-financé).

Et le sieur Calvi se défoule ! En écrivant, voici ce que j'entends : "Vous n'imaginez PAS qu'on puisse DISCUTER avec les Frères Musulmans !" - "Les Musulmans intégristes s'en prennent aux Chrétiens d'Orient car ils incarnent l'Occident" - "Les Eglises d'Occident sont-elles devenues des cibles pour les "terroristes" ? "L'Eglise copte est menacée en France, à Châtenay Malabry" - "Selon un sondage, l'Islam représente plutôt une menace, et l'intégration se passe plutôt mal" (*évidemment, avec le conditionnement permanent des médias crapuleux, note d'eva*) - "L'Islam devient-il de plus en plus régressif et expansionniste ?" (*et scandaleusement, Calvi-Krettly appuie bien sur les deux accusations, note d'eva*) - "Cela ne favorisera-t-il pas l'émigration des Chrétiens vers l'Europe ?" (*tous les poncifs y passent, note d'eva*) - "Ne risque-t-on pas une dégradation - soigneusement favorisée et entretenue par les Médias, note d'eva - des relations entre Chrétiens et Musulmans au niveau mondial ?" (*il en salive d'avance, le faux journaliste et vrai propagandiste Calvi-Krettly. C'est son but, de travailler aux chocs, les tensions sont alimentées par des apprentis-sorciers comme lui*) - "L'inquiétude grandit parmi tous les chrétiens, pas seulement parmi ceux d'Orient" - "Les sondages montrent que les Musulmans sont craints" (*le journaliste Calvi-Krettly adore jeter de l'huile sur le feu, note d'eva*) - etc, etc.

Tout, absolument tout, est fait non pour informer honnêtement, mais pour conditionner l'opinion contre ces nouveaux boucs-émissaires, remplaçant désormais les Juifs d'antan. Et la déontologie ? Qu'en disent ceux qui travaillent pour les Observatoires des médias ? Que font les Associations anti-racistes dénonçant les incitations à la haine ? Silencieuses car il s'agit de racisme anti-Musulmans et non anti-Juifs ? Deux poids deux mesures, alors ?

Surprise ! Pour une fois, un invité indépendant, au franc-parler décapant ! Gageons qu'il ne sera pas réinvité ! Retenez son nom : Pierre Conesa. Lui remet les pendules à l'heure, quel plaisir, un vent frais d'honnêteté intellectuelle, pour une fois ! Et par exemple, "Montée de l'Islamisme radical ? Oui, mais pas plus de radicalisme que dans les deux autres religions monothéistes" ! - "L'erreur de l'Occident est de soutenir les dictatures" ! - "Les néo-évangéliques américains justifient la guerre en Irak !" (*Et moi qui les connais bien, je peux affirmer que leur radicalisme est dangereux, il constitue une authentique menace pour la paix et pour la justice - sociale entre autres, car ils soutiennent la Théologie de la "prospérité", de l'Argent-Roi - Bush en est le plus affreux exemple !*) ! - "Dans TOUTES les religions, on a tendance à vouloir exterminer l'autre" - "Et les Juifs, quelle limite avec le Grand Israël" ? Tiens donc, voilà enfin une fois abordé, bien sûr furtivement, la responsabilité de ces derniers dans les guerres, les troubles, les conflits ! Car jamais, jamais on ne verra à la télévision le sionisme mis en cause, en accusation, dans son affreuse réalité militaro-financière à l'origine de tant de drames sur la planète, c'est un sujet tabou, le "terrain est glissant" comme dit Pierre Conesa, bref les problèmes peuvent venir de partout, mais jamais de lui, c'est la vache sacrée de l'Occident cupide, inique et prédateur ! Et lorsqu'un intervenant dit "Les Juifs apportent également leur soutien aux Coptes", Calvi-Krettly jubile, et commente : "Très bien !" . Une spontanéité qui en dit long sur son rôle à la télévision...

En réalité, depuis le 11 septembre, j'ai toujours renvoyé dos à dos tous les intégrismes, et je m'élève avec force contre le fait que sauf exception inattendue (et remarquable, comme avec un Pierre Conesa, intègre lui), on ne stigmatise que l'Islamiste, pour mieux l'instrumentaliser au profit... des profiteurs des Grandes Banques et des conglomérats de l'Occident criminel ! Les néo-évangéliques et les néo-sionistes sont bien plus dangereux, car ils disposent des moyens financiers et militaires pouvant mettre à genoux la planète - et la ruiner, finalement, car leurs préoccupations sont aux antipodes des besoins humains, du Bien commun, de l'intérêt général ! Et ils songent les uns comme les autres à conquérir les plus hautes sphères du pouvoir, ainsi que le rappelle Pierre Conesa. Pourtant, jamais les Médias aux ordres du Grand Capital et de l'Etranger (comme en Côte d'Ivoire, actuellement, où le candidat du FMI et de l'Occident est soutenu) n'évoquent le rôle de ces fanatiques trublions de l'ordre mondial (et je n'aborde même pas la question de leurs groupes extrémistes comme le Bétar, outrageusement sioniste et d'une violence rare), préférant braquer les projecteurs, au mépris de l'honnêteté la plus élémentaire, sur les seuls Islamistes qui, en fait, représentent peu l'ensemble de la Communauté musulmane. Et au risque de mettre le feu aux poudres nucléaires de la planète !

Hormis un "franc-tireur" comme l'intègre Pierre Conesa, les débats de C dans l'Air ne sont que de stériles discussions de salon entre des ultra-libéraux néo-conservateurs comme Barbier, de l'Express, et des économistes plaidant pour le Nouvel Ordre Mondial qui broie les peuples. Et lorsqu'un Musulman ou un Arabe est convié à représenter sa communauté, c'est un Abdennour Bidar, plus royaliste que le roi, ou plus exactement plus Occidental que les Occidentaux eux-mêmes, qui tire à boulets rouges sur "son" camp, traître de service, comme le sont des DSK, des Valls, des Kouchner, des Besson ou des Rocard au P.S., et qui piétine allègrement les idéaux musulmans parce qu'il ne les comprend pas, ou parce qu'il est trop bien installé dans le Système qui se sert de lui comme alibi... Là encore, Calvi-Krettly jubile en écoutant ce pseudo Musulman (invité pour accréditer l'indépendance de la télévision) attaquer ses pairs : "Ce qui est inquiétant avec l'Islam..." - "L'Islam

n'arrête pas de donner des signes de crispation" (*en réponse aux attaques continuelles de l'Occident, note d'eva*) - "Tous les clignotants sont au rouge" - "De plus en plus l'Islam ne négocie pas" - "Il s'affirme de façon frontale"... Son rêve ? Que l'Islam se confonde avec les valeurs occidentales, avec la "modernité", autrement dit... qu'il disparaisse, non ? Voilà le genre de potiche que Calvi-Kretzly invite à son micro pour défendre les Musulmans, en... les attaquant ! En les discréditant, en les déconsidérant... (Comme l'animateur de C dans l'Air invite un Olivennes pour défendre Sarkozy et trahir le Parti censé l'envoyer).

Quelle honte pour la télévision, quelle honte pour la France, un journaliste comme ce Calvi-Kretzly ! A quand la laisse d'or de la désinformation, comme son compère l'inénarrable Pujadas, grand valet du Nouvel Ordre Mondial impérial devant Yahvé, et sans doute tous deux grands adorateurs du Veau d'Or au risque de s'attirer les foudres de Moïse, pour l'éternité !

En conclusion, je dirais que le pseudo terrorisme (en réalité très minoritaire, mais épinglé par les médias assoiffés de conflits et de chocs) est volontairement et artificiellement provoqué et alimenté par l'Occident machiavélique, quand il ne le crée pas lui-même avec des attentats sous faux-drapeau, portant une lourde responsabilité relevant selon moi de Tribunaux internationaux. Et j'ajouterais que la VRAIE menace ne vient pas des Islamistes, mais de l'Occident judéo-chrétien prédateur et assassin. Et cela, les Médias anglo-saxons (NouvelObs, le Figaro, Libération...) et néo-sionistes, ne le diront jamais. Tant pis pour la vérité, pour l'information, pour la liberté, pour la démocratie, pour les peuples ! Quant à Calvi-Kretzly, à la solde de l'Oligarchie Anglo-saxonne et israélienne, sa place n'est pas à la télévision, mais au Pôle Emploi... Les maîtres recherchent des valets comme lui, et des soubrettes comme Marie Drucker. Pour les servir inconditionnellement !

Il est temps que le journalisme retrouve sa dignité, ses lettres de noblesse ! En se débarrassant de ses scories, d'abord...

[eva R-sistons](#)

<http://r-sistons.over-blog.com/article-33390532.html>

---

## 4-2 Karachi : Donnedieu de Vabres mis en cause.

Renaud Donnedieu de Vabres, ex-ministre de la culture, est à son tour mis en cause dans l'affaire des attentats de Karachi. Dans une enquête du Monde (à lire dans l'édition abonnés du site), un ancien membre du cabinet de François Létard, ministre de la défense d'Edouard Balladur, affirme que M. Donnedieu de Vabres, alors conseiller spécial du ministre, était la cheville ouvrière de la mise en place des commissions sur les contrats Agosta et Sawari II.

Ces contrats ont donné lieu au versement d'argent en direction d'intermédiaires susceptibles de favoriser la vente de sous-marins et de frégates. La justice soupçonne qu'une partie de ces commissions aient donné lieu à des rétrocommissions, un retour d'une partie de l'argent en France, où il aurait servi à financer certains partis de manière illicite.

Premier visé, le premier ministre de l'époque, Edouard Balladur, dont les comptes de campagne pour la présidentielle de 1995 ont été entachés d'irrégularités, mais validés tout de même par le conseil constitutionnel, comme l'a relaté Le Monde dans son édition du 25 novembre (à lire dans l'édition abonnés). Entendu sous le sceau du secret défense par une mission parlementaire au printemps, Edouard Balladur avait assuré, comme le révèle samedi 27 novembre le Journal du Dimanche, qu'il n'était pas au courant des commissions versées pour les ventes.

Plusieurs chiraquiens, dont Dominique de Villepin ou Charles Millon, ont raconté à la justice comment Jacques Chirac, à peine élu en 1995, avait ordonné une enquête sur ces ventes de matériel militaire. Après avoir mis sur écoute, de manière illégale, plusieurs personnalités, dont le ministre de la défense d'Edouard Balladur, François Létard, et avoir eu confirmation « de forts soupçons », selon les mots de Dominique de Villepin, de rétrocommissions illicites, Jacques Chirac aurait, selon eux, ordonné de stopper le versement des commissions. Cet arrêt, qui n'aurait été total qu'en 2000, pourrait être à l'origine de l'attentat contre des Français à Karachi en 2002, qui avait tué 11 de nos compatriotes.

« RÉTROCOMMISSIONS »

Le Monde révèle samedi le témoignage de Patrice Molle, préfet et ancien membre de la DGSE (les services de renseignement extérieur français), qui travaillait au sein du cabinet de François Létard. Il faisait partie des hauts fonctionnaires mis sur écoute par les services sur ordre de Charles Millon, ministre de la défense de Jacques Chirac. Il dit avoir eu vent de ces écoutes, mais précise : « je n'avais rien à cacher. Tout Paris sait qui a imposé les intermédiaires libanais dans le dossier Agosta, Renaud Donnedieu de Vabres traitait tout cela directement, il référait en personne au ministre. Les rétrocommissions, ça ne passe pas par le cabinet officiel, ça s'est joué dans les circuits parallèles. »

L'accusation replace M. Donnedieu de Vabres au centre du jeu. Egalement questionné par Le Monde, il reconnaît avoir géré ces contrats, mais en toute légalité : « Evidemment, j'ai reçu des émissaires, j'ai organisé un dîner avec Benazir Bhutto, je suis allé en Arabie saoudite comme envoyé du ministre, j'ai rencontré des intermédiaires. Mais ce n'est pas nous qui imposons ces intermédiaires. Ils étaient imposés par les pays », promet-il. Les révélations du Monde remettent également en question les témoignages de Dominique de Villepin. Celui qui était alors secrétaire général de l'Elysée a nié, devant les juges, que MM. Létard ou Donnedieu de Vabres aient été écoutés.

[Le Monde](#)

[novembre 27th, 2010](#)

[Posted in Evènements](#)

<http://www.inversalis-productions.eu:80/blog/2010/11/karachi-donnedieu-de-vabres-mis-en-cause/>



---

---

## Pakistan.

### Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km<sup>2</sup>.

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

### Démographie

Population (estimation INED, en millions) 157,9

Composition de la population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km<sup>2</sup>) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008.

Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'état-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus

Partis au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie). . Le pays est composé de 4 Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'"Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'"Etat indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'"Etat du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./11010250>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*